

Point 09: Suites du Grand débat «Longévité : ouvrons les possibles» - Feuille de route longévité métropolitaine – Approbation

Intervention : Nathalie BLIN (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Le grand débat sur la longévité, lancé à l'unanimité par notre conseil métropolitain il y a 3 ans a été particulièrement mobilisateur, chez les élus, dans les associations et dans toute la population. Il a révélé l'intérêt mais aussi l'urgence d'agir politiquement pour répondre à cette réalité démographique du vieillissement de la population de notre territoire, et qui, plus largement, concerne l'ensemble du pays. C'est tout le sens de la feuille de route qu'il nous est proposé d'adopter et qui fixe 4 ambitions que nous partageons, à savoir : informer les publics quant à la préparation du vieillissement, offrir des services et des infrastructures qui permettent de choisir son vieillissement, créer les conditions pour plus de solidarité et un meilleur vivre ensemble entre les générations ; et enfin avoir des réponses publiques adaptées à chaque situation de vieillissement.

Chacune et chacun d'entre nous est concerné, confronté au quotidien, dans sa vie personnelle, au vieillissement de nos concitoyens, d'un proche ou d'un voisin. C'est ce qui nous permet aujourd'hui d'être unanimes quant au devoir que nous avons de mettre en œuvre des politiques publiques qui permettront un avenir meilleur pour nos aînés. Des aînés qui seront de plus en plus nombreux, 140 000 auront plus de 65 ans dans notre métropole en 2030, 176 000 à l'horizon 2050. Et c'est tant mieux.

Mais, comme il est dit dans la délibération : « la collectivité n'a pas le monopole de l'action publique » sur le sujet et ne peut pas faire à la place de l'Etat. C'est je crois le sens du vœu qui va nous être proposé de voter tout à l'heure.

La crise de le Covid a montré, par exemple, le manque de moyens humains et matériels dans les EPHAD, les difficultés d'accessibilités aux soins, aux tests ou mêmes aux vaccins dans les territoires isolés ou abandonnés, pour des raisons financières par l'Etat et les gouvernements successifs. Relever tous les défis liés au vieillissement de la population et permettre une longévité choisie va nécessiter d'important moyens financiers de l'Etat, pour

attirer, former et recruter des personnels spécialisés, leur garantir des bonnes conditions de travail et des bonnes rémunérations ; mais aussi pour accompagner la production de plus de logements adaptés et de plus d'établissements spécialisés ; des moyens supplémentaires aussi pour aider les associations et les collectivités comme la nôtre à amplifier leurs actions en termes d'aide à la personne, d'accompagnement social, de mobilité ou d'activités culturelles et de loisirs.

Pour préparer les transformations démographiques et accompagner le vieillissement de la population dans les meilleures conditions, nous pensons qu'un service public national du 4ème âge est indispensable mais pas seulement. A l'heure où les desseins ultra-libéraux veulent mettre en place le vieillissement au travail en repoussant encore et encore l'âge de départ à la retraite ; à l'heure où des établissements de santé jugés non rentables sont fermés, à l'heure où des profiteurs veulent faire du vieillissement un business ; nous disons que pour garantir l'autonomie et la longévité choisie il faut plus de solidarité, plus de financements pour la sécurité sociale, de meilleures pensions de retraites, de meilleurs services publics et moins de marchandisation de la vie humaine. Sans cela, nos bonnes intentions resteront des vœux pieux mais inconséquents.

Et pour en terminer... Il nous a été présenté donc ce vœu et déjà dans ce vœu, nous cochons déjà l'une des 122 cases du plan longévité. En effet il y a une urgence : les métiers de la santé et du médico-social ont été trop longtemps dévalorisés.

La politique qui consiste à réduire l'offre pour réduire les dépenses a des effets dramatiques. Les hôpitaux étaient sous l'eau avant la crise du COVID, et maintenant comment les en sortir ? Les métiers du grand âge ont suivi les mêmes logiques libérales. Il est temps de changer de logiciel face pour la prochaine décennie et de prendre soin de nos vieux – de nos anciens, pardon –, dans la dignité. C'est bien le minimum, après une vie de travail. Les Élus communistes voteront évidemment ce vœu, mais ce que nous réclamons aujourd'hui à nos Gouvernements, il nous faut en premier lieu le faire dans les EHPAD de nos villes et dans l'ensemble des secteurs où nous sommes directement employeurs, avec du temps de travail amélioré et des salaires en hausse pour les agents.

Je vous remercie de votre attention.